

JOURNAL  **OFFICIEL**

de la
République Démocratique du Congo
Cabinet du Président de la République

**STATUTS DES
ETABLISSEMENTS PUBLICS ET
DES SERVICES PUBLICS**

**DECRET N°09/44 DU 03 DECEMBRE 2009 FIXANT LES STATUTS D'UN
ETABLISSEMENT PUBLIC DENOMME OFFICE DE PROMOTION DES
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CONGOLAISES,
EN SIGLE « OPEC »**

Le Premier Ministre,

Vu la Constitution, spécialement en son article 92 ;

Vu la Loi n°73/011 du 5 janvier 1973 portant création et organisation d'un Office de promotion des Petites et Moyennes Entreprises congolaises ;

Vu la Loi n°06/004 du 27 février 2006 portant régime fiscal applicable aux Petites et Moyennes Entreprises congolaises ;

Vu la Loi n°08/007 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales relatives à la transformation des Entreprises publiques, spécialement en ses articles 2, 3 et 9 ;

Vu la Loi n°08/009 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux Etablissements publics, spécialement en ses articles 5 et 34 ;

Vu l'Ordonnance-loi n°90-046 du 08 août 1990 portant réglementation du petit commerce ;

Vu l'Ordonnance n°08/064 du 10 octobre 2008 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°08/067 du 26 octobre 2008 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, Ministres et Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n°08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, spécialement en ses articles 9, 10 et 11 ;

Vu l'Ordonnance n°08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1^{er} point B 33 ;

Vu le Décret n°09/011 du 24 avril 2009 portant mesures transitoires relatives à la transformation des Entreprises publiques, spécialement en son article 18 ;

Vu le Décret n°09/012 du 24 avril 2009 établissant la liste des Entreprises publiques transformées en Sociétés commerciales, Etablissements publics et Services publics, spécialement en son article 2 ;

Considérant la nécessité de fixer les statuts de l'Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises ;

Sur proposition du Ministre des Petites et Moyennes Entreprises ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES : DE LA TRANSFORMATION, DU SIEGE SOCIAL ET DE L'OBJET SOCIAL

CHAPITRE 1 : DE LA TRANSFORMATION

Article 1^{er} :

L'Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises, « OPEC » en sigle, créé par la Loi n°73/011 du 5 janvier 1973, telle que modifiée et complétée par l'Ordonnance n°78-221 du 5 mai 1978, est transformé en Etablissement public à caractère technique, doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé « l'**OFFICE** ».

Il est régi par la Loi n° 08/009 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux Etablissements publics et par le présent Décret.

Article 2 :

L'Office est ainsi subrogé dans les biens, droits, actions, actifs et passifs que détenait l'Entreprise publique « Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises » à la date de la signature du présent Décret. Il est en outre subrogé, dans les mêmes conditions, purement et simplement, dans le bénéfice et la charge de tous contrats, obligations, engagements, conventions quelconques existant dans le chef de l'Entreprise publique « Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises ».

L'ensemble des biens corporels et incorporels ainsi que les créances nettes, tels qu'ils ressortent de derniers états financiers certifiés de l'Entreprise publique « Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises » constituent la dotation de l'Office.

CHAPITRE 2 : DU SIEGE SOCIAL

Article 3 :

L'Office a son siège social à Kinshasa.

Celui-ci peut être transféré en tout autre lieu de la République par Décret du Premier Ministre sur proposition du Ministre de tutelle, à la demande du Conseil d'Administration.

Il exerce ses activités sur toute l'étendue du territoire national et, le cas échéant, à l'étranger. A cet effet, il peut ouvrir des représentations dans les localités qu'il détermine sur décision du Conseil d'Administration.

Toutefois, en ce qui concerne les représentations à l'étranger, l'autorisation de la tutelle est requise.

CHAPITRE 3 : DE L'OBJET SOCIAL

Article 4 :

L'Office a pour objet de réaliser toutes études, concevoir et mettre en œuvre toute action de nature à susciter la création ou le développement des Petites et Moyennes

Entreprises congolaises, d'en améliorer l'efficacité et la productivité, d'en promouvoir l'organisation collective et d'en assurer la défense.

A cet effet, il est chargé notamment :

- de rechercher, tenir à jour et diffuser l'information générale sur les priorités et les potentialités en matière de développement des Petites et Moyennes Entreprises ;
- de centraliser toutes les données des Petites et Moyennes Entreprises au niveau national ;
- de fournir toute assistance à la création et à la gestion des Petites et Moyennes Entreprises ;
- de certifier et conférer la qualité de Petite et Moyenne Entreprise ;
- d'amener les Petites et Moyennes Entreprises à quitter le secteur informel ;
- de créer, aménager et gérer des terrains ou parcs industriels destinés au déploiement des activités des centres d'incubation ou incubateurs des Petites et Moyennes Entreprises congolaises ;
- d'exécuter toute autre mission confiée par le Gouvernement en matière des Petites et Moyennes Entreprises.

Article 5 :

Les activités de l'Office s'appliquent aux entreprises qui présentent les caractéristiques suivantes :

- nombre d'emplois permanents de 1 à 200 personnes ;
- chiffre d'affaires hors taxes compris entre l'équivalent en Francs congolais de USD 1 et USD 400.000,00 ;
- valeur totale du bilan ne dépassant pas l'équivalent en Francs congolais de USD 1.500.000,00.

TITRE II : DU PATRIMOINE ET DES RESSOURCES

Article 6 :

Le patrimoine de l'Office est constitué :

- de tous les biens, droits et obligations qui lui sont reconnus conformément à l'article 2 du présent Décret ;
- des équipements, matériels et autres biens acquis dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Toutefois, la réduction du patrimoine de l'Office est constatée par Décret du Premier Ministre sur proposition du Ministre du tutelle.

Article 7 :

Les ressources de l'Office sont constituées notamment :

1. des produits d'exploitation ;
2. des taxes parafiscales dont la majoration des taux de la patente du commerce ;
3. des emprunts ;
4. des subventions de l'Etat au titre de rémunération, de fonctionnement et d'investissement ;

5. des dons, legs et libéralités ;
6. de toutes autres subventions.

TITRE III : DES STRUCTURES, DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 8 :

Les structures organiques de l'Office sont :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale ;
- le Collège des Commissaires aux Comptes.

CHAPITRE 1 : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 9 :

Le Conseil d'Administration est l'organe de conception, d'orientation, de contrôle et de décision de l'Office.

Il définit la politique générale, détermine le programme de l'Office, arrête le budget et approuve les états financiers de fin d'exercice.

Il fixe l'organigramme de l'Office et le soumet pour approbation au Ministre de tutelle.

Il fixe, sur proposition de la Direction Générale, le cadre organique et le statut du personnel et le soumet pour approbation au Ministre de Tutelle.

Article 10 :

Le Conseil d'Administration est composé de cinq membres au maximum, en ce compris le Directeur Général.

Article 11 :

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés, relevés de leurs fonctions et, le cas échéant, révoqués par Ordonnance du Président de la République, sur proposition du Gouvernement délibérée en Conseil des Ministres.

Le mandat des membres du Conseil d'Administration est de cinq ans renouvelable une fois.

Le Président de la République nomme, parmi les membres du Conseil d'Administration, un Président autre qu'un membre de la Direction Générale.

Article 12 :

Le Conseil d'Administration se réunit trimestriellement en séance ordinaire, sur convocation de son Président.

Il peut être convoqué en séance extraordinaire, par son Président, sur ordre du jour déterminé, à la demande du Ministre de tutelle, chaque fois que l'intérêt de l'établissement l'exige.

Les convocations ainsi que les documents de travail sont adressées à chaque membre et au Ministre de tutelle huit jours francs au moins avant la date de la tenue de la réunion.

L'ordre du jour des réunions est arrêté par le Président et peut être complété par tout sujet dont la majorité des membres du Conseil d'Administration demande l'inscription.

Le Conseil d'Administration ne peut siéger valablement que si les trois cinquième de ses membres sont présents.

Lorsque le quorum requis n'est pas atteint, le Président fait dresser un procès-verbal de carence et convoque une nouvelle séance. Lors de cette seconde réunion, aucun quorum n'est requis.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 13 :

Un règlement intérieur adopté par le Conseil d'Administration et dûment approuvé par le Ministre de tutelle, en détermine les règles d'organisation et de fonctionnement.

Article 14 :

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent, à charge de l'Office, un jeton de présence dont le montant est déterminé par Décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de tutelle.

CHAPITRE 2 : DE LA DIRECTION GENERALE

Article 15 :

La Direction Générale de l'Office est assurée par un Directeur Général, assisté d'un Directeur Général Adjoint, tous nommés, relevés de leurs fonctions et, le cas échéant, révoqués par Ordonnance du Président de la République, sur proposition du Gouvernement délibérée en conseil des ministres.

Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint sont nommés pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois.

Ils ne peuvent être suspendus à titre conservatoire que par Arrêté du ministre de tutelle qui en informe le Gouvernement.

Article 16 :

La Direction Générale exécute les décisions du Conseil d'Administration et assure la gestion journalière de l'Office. Elle exécute le budget, élabore les états financiers et dirige l'ensemble des services.

Elle représente l'Office vis-à-vis des tiers. A cet effet, elle a tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la bonne marche de l'Office et pour agir en toute circonstance en son nom.

Article 17 :

En cas d'absence ou d'empêchement, l'intérim de Directeur Général est assumé par le Directeur Général Adjoint ou, à défaut, par le Directeur en fonction désigné par le Ministre de tutelle sur proposition de la Direction Générale.

Article 18 :

Les actions judiciaires tant en demande qu'en défense sont introduites et/ou soutenues au nom de l'Office par le Directeur Général ou par son remplaçant ou par toute autre personne dûment mandatée à cette fin par lui.

CHAPITRE 3 : DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 19 :

Le contrôle des opérations financières de l'Office est assuré par un Collège des Commissaires aux Comptes.

Celui-ci est composé de deux personnes issues des structures professionnelles distinctes et justifiant des connaissances techniques et professionnelles éprouvées.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés par Décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre de tutelle, pour un mandat de cinq ans non renouvelable.

Toutefois, ils peuvent être relevés de leurs fonctions pour faute constatée dans l'exécution de leur mandat.

Ils ne peuvent prendre aucune décision individuellement.

Article 20 :

Les Commissaires aux Comptes ont, en collège ou séparément, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de l'Office.

A cet égard, ils ont mandat de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de l'Office, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des états financiers ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes de l'Office dans les rapports du Conseil d'Administration.

Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de l'Office.

Ils rédigent, à cet égard, un rapport annuel à l'attention du Ministre de tutelle. Dans ce rapport, ils font connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires et signalent les irrégularités et les inexactitudes éventuelles. Ils font toutes les propositions qu'ils jugent convenables.

Article 21 :

Les Commissaires aux Comptes reçoivent, à charge de l'Office, une allocation fixe dont le montant est déterminé par Décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres.

CHAPITRE 4 : DES INCOMPATIBILITES

Article 22 :

Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint ainsi que les Administrateurs ne peuvent prendre part, directement ou indirectement, aux marchés publics conclus avec l'Office à leur propre bénéfice ou au bénéfice des entreprises dans lesquelles ils ont des intérêts.

Article 23 :

Dans l'exercice de leurs fonctions, les Commissaires aux Comptes sont soumis aux mêmes conditions et aux mêmes incompatibilités que celles prévues pour les Sociétés commerciales.

TITRE IV : DE LA TUTELLE

Article 24 :

L'Office est placé sous la tutelle du Ministre ayant les Petites et Moyennes Entreprises dans ses attributions.

Article 25 :

Le Ministre exerce son pouvoir de tutelle par voie d'autorisation préalable, par voie d'approbation ou par voie d'opposition.

Article 26 :

Sont soumis à l'autorisation préalable :

- les acquisitions et aliénations immobilières ;
- les emprunts à plus d'un an de terme ;
- les prises et cessions de participations financières ;
- l'établissement d'agences et de bureaux à l'étranger ;
- les marchés de travaux et de fournitures d'un montant égal ou supérieur à 500.000.000 de Francs congolais.

Le montant prévu à l'alinéa précédent peut être actualisé par Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 27 :

Sans préjudice d'autres dispositions du présent Décret, sont soumis à l'approbation :

- le budget de l'Office arrêté par le Conseil d'Administration sur proposition de la Direction générale ;
- le statut du personnel fixé par le Conseil d'Administration sur proposition de la Direction générale ;
- le règlement intérieur du Conseil d'Administration
- le rapport annuel d'activités.

Article 28 :

Le Ministre de tutelle reçoit les convocations aux réunions du Conseil d'Administration et, dans les conditions qu'il fixe, les copies des délibérations du Conseil d'Administration.

Les délibérations et les décisions qu'elles entraînent ne sont exécutoires que dix jours francs après leur réception par l'autorité de tutelle, sauf si celle-ci déclare en autoriser l'exécution immédiatement.

Pendant ce délai, l'autorité de tutelle a la possibilité de faire opposition à l'exécution de toute délibération ou décision qu'elle juge contraire à la loi, à l'intérêt général ou à l'intérêt particulier de l'Office.

Lorsqu'elle fait opposition, elle notifie celle-ci par écrit au Président du Conseil d'Administration ou au Directeur Général de l'Office suivant le cas, et fait rapport au Premier Ministre.

Si le Premier Ministre n'a pas rejeté l'opposition dans le délai de quinze jours francs à dater de la réception du rapport dont question à l'alinéa précédent, l'opposition devient exécutoire.

TITRE V : DE L'ORGANISATION FINANCIERE

Article 29 :

L'exercice comptable de l'Office commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de la même année.

Article 30 :

Les comptes de l'Office sont tenus conformément à la législation comptable en vigueur en République Démocratique du Congo.

Article 31 :

Le budget de l'Office est arrêté par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation du Ministre de tutelle conformément à l'article 27 du présent Décret. Il est exécuté par la Direction Générale.

Article 32 :

Le budget de l'Office est subdivisé en budget d'exploitation et en budget d'investissement.

Le budget d'exploitation comprend :

1. En recettes :
 - les ressources d'exploitation ;
 - les ressources diverses et exceptionnelles.
2. En dépenses :
 - les charges d'exploitation ;
 - les charges du personnel (y compris les dépenses de formation professionnelle et toutes autres dépenses faites dans l'intérêt du personnel) ;
 - toutes autres charges financières.

Le budget d'investissement comprend :

1. En dépenses :
 - les frais d'acquisition, de renouvellement ou de développement des immobilisations affectées aux activités professionnelles ;
 - les frais d'acquisition des immobilisations de toute nature non destinées à être affectées à ces activités (participations financières, immeubles d'habitation).
2. En recettes :
 - les ressources prévues pour faire face à ces dépenses, notamment les apports nouveaux de l'Etat ;

- les subventions d'équipement de l'Etat ;
- les emprunts ;
- l'excédent des recettes d'exploitation sur les dépenses de même nature et les revenus divers ;
- les prélèvements sur les avoirs placés ;
- les cessions des biens et toutes autres ressources autorisées à cet effet par le Conseil d'Administration.

Article 33 :

Conformément au calendrier d'élaboration du projet du budget de l'Etat arrêté par le Gouvernement, chaque année, au plus tard le 15 juillet, le Directeur Général soumet un projet de budget de recettes et de dépenses pour l'exercice suivant à l'approbation du Conseil d'Administration et par la suite, au Ministre de tutelle au plus tard le 15 août de l'année qui précède celle à laquelle il se rapporte.

Article 34 :

La comptabilité de l'Office est organisée et tenue de manière à :

- connaître et contrôler les opérations des charges et pertes, des produits et profits ;
- connaître la situation patrimoniale de l'Office ;
- déterminer les résultats.

Article 35 :

A la fin de chaque exercice, la Direction générale élabore :

- un état d'exécution du budget, lequel présente, dans les colonnes successives, les prévisions des recettes et dépenses, les réalisations des recettes et des dépenses, les différences entre les prévisions et les réalisations ;
- un rapport dans lequel il fournit tous les éléments d'informations sur l'activité de l'Office au cours de l'exercice écoulé. Ce rapport doit indiquer le mode d'évaluation de différents postes de l'actif du bilan et, le cas échéant, les motifs pour lesquels les méthodes d'évaluation précédemment adoptées ont été modifiées. Il doit, en outre, contenir les propositions de la Direction Générale concernant l'affectation du résultat.

Article 36 :

L'inventaire, le bilan et le tableau de formation du résultat et le rapport de la Direction Générale sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes, au plus tard le 15 mai de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent.

Les mêmes documents ainsi que le rapport des Commissaires aux Comptes sont transmis à l'autorité de tutelle, au plus tard le 30 mai de la même année.

TITRE VI : DE L'ORGANISATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

Article 37 :

Les marchés de travaux et de fournitures de l'Office sont passés conformément à la législation en vigueur en la matière.

TITRE VII : DU PERSONNEL

Article 38 :

Le personnel de l'Office est régi par le Code du travail et ses mesures d'application.

Le cadre et le statut du personnel de l'Office sont fixés par le Conseil d'Administration, sur proposition de la Direction Générale.

Le statut détermine, notamment, les grades, les conditions de recrutement, la rémunération, les règles d'avancement, la discipline et les voies de recours. Il est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Dans la fixation du statut du personnel, le Conseil d'Administration est tenu de veiller à la sauvegarde de l'intérêt général et à assurer le fonctionnement sans interruption de l'Office.

Article 39 :

Le personnel de l'Office, exerçant un emploi de commandement, est nommé, affecté, promu et, le cas échéant, licencié ou révoqué par le Conseil d'Administration, sur proposition de la Direction Générale, tandis que le personnel de collaboration et d'exécution est nommé, affecté, promu et, le cas échéant, licencié ou révoqué par le Directeur Général.

Tous les contrats de travail en cours de validité restent en vigueur.

TITRE VIII : DU REGIME DOUANIER, FISCAL ET PARAFISCAL

Article 40 :

Sans préjudice des dispositions légales contraires, l'Office bénéficie du même traitement que l'Etat pour toutes ses opérations, en ce qui concerne les impôts, droits et taxes effectivement mis à sa charge.

Toutefois, il est tenu de collecter les impôts, droits, taxes et redevances dont il est redevable et de les reverser au Trésor public ou à l'entité compétente.

TITRE IX : DE LA DISSOLUTION

Article 41 :

L'Office est dissout par Décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres.

Le Décret du Premier Ministre prononçant la dissolution fixe les règles relatives à la liquidation.

TITRE X : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 42 :

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Décret.

Article 43 :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent Décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 03 décembre 2009

Adolphe MUZITO

Claude NYAMUGABO

Ministre des Petites et Moyennes Entreprises

**DECRET N°09/45 DU 03 DECEMBRE 2009 FIXANT LES STATUTS D'UN
ETABLISSEMENT PUBLIC DENOMME INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE EN SIGLE « INS »**

Le Premier Ministre,

Vu la Constitution, spécialement en son article 92 ;

Vu la Loi n°08/007 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales relatives à la transformation des Entreprises publiques, spécialement en ses articles 2, 3 et 9 ;

Vu la Loi n°08/009 du 07 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux Etablissements publics, spécialement en ses articles 5 et 34 ;

Vu l'Ordonnance n°08/064 du 10 octobre 2008 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°08/067 du 26 octobre 2008 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, Ministres et Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n°08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, spécialement en ses articles 9, 10 et 11 ;

Vu l'Ordonnance n°08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministres, spécialement en son article 1 litera B point 10 ;

Vu le Décret n°08/11 du 24 avril 2009 portant mesures transitoires relatives à la transformation des Entreprises publiques, spécialement en son article 18 ;

Vu le Décret n°09/12 du 24 avril 2009 établissant la liste des Entreprises publiques transformées en Sociétés commerciales, Etablissements publics et Services publics, spécialement en son article 2 ;

Considérant la nécessité de fixer les statuts de l'Institut National de la Statistique ;

Sur proposition du Ministre du Plan ;

Le Conseil des Ministres entendu ;